

*Péninsule* n° 24/25, 1992

*Jacques NEPOTE*

## **LA BIRMANIE POST-COLONIALE (1942-1992), histoire manquée d'une tentative de reconstruction culturelle ?**

Poursuivant une réflexion largement engagée au niveau des individualités<sup>1</sup>, l'objet de la présente analyse est de poser le problème des schémas culturels au niveau de la personnalité morale des sociétés. Il est ainsi de souligner – pour peu que l'on veuille bien débarrasser la lecture des faits des schémas mentaux 'démocratiques', et que l'on prenne conscience des limites des classifications européo-centriques pour juger de ce qui se passe dans les autres sociétés – quelques éléments de la logique culturelle qui meut les sociétés sud-est asiatiques. Le cas étudié ici est celui de la Birmanie dans sa phase de reconstruction post-coloniale.

### *Contexte historique*

La Birmanie est l'État de la péninsule Indochinoise qui, après avoir édifié au cours de son histoire les plus grandioses des royautes impériales<sup>2</sup>, mises en scènes par une

---

<sup>1</sup> MARSELLA, Anthony J., George DEVOS & Francis L.K. HSU (éd. par), *Culture and Self. Asian and Western perspectives*, New York & London, Tavistock, 1985, 321 p.

<sup>2</sup> Pour une présentation générale de l'histoire de la Birmanie, HARVEY, G.E., *History of Burma from the Earliest times to 10 march 1824*, Londres, New York, Longmans, Green and Co., 1925, 415 p. ; MAUNG HTIN AUNG, *A history of Burma*, New-York, Columbia UP, 1967, 363 p. Voir aussi COEDES, George, *Les Peuples de la péninsule indochinoise, histoire – civilisations*, Dunod (Sigma 2), 1962, 228 p., en particulier pp. 171 s. "III – Birmanie".

architecture souvent monumentale<sup>3</sup>, – et dont la dernière a été celle de la dynastie de Konbaung – a été le plus durablement et le plus profondément laminé par la colonisation occidentale, en l’occurrence britannique : après les premières interventions britanniques des années 1820, le royaume d’Ava – dont la capitale vient de s’établir à Mandalay<sup>4</sup> – est officiellement annexé le 1<sup>er</sup> janvier 1886, perdant peut-être son souverain<sup>5</sup>, mais surtout l’institution royale et la dynastie<sup>6</sup> qui avaient fondé la Birmanie moderne<sup>7</sup>.

Le pays, détourné de son contexte péninsulaire pour être rattaché au monde indien<sup>8</sup>, est alors transformé en une colonie d’exploitation dont la mise en valeur est assurée par une telle importation de main-d’œuvre indienne<sup>9</sup> et chinoise<sup>10</sup> que, dès la fin du

---

<sup>3</sup> AUNG THAW, *Historical sites in Burma*, Rangoon, Sarpay Beikman Press, The Ministry of Union Culture, 1978, 157 p. ; GROSLIER, Bernard-Philippe, *Indochine*, Genève, Nagel (Archaeologia Mundi), 1966, In-8°, 283 p. ; GROSLIER, Bernard-Philippe, “La Birmanie” in CHÂTELET, Albert & GROSLIER, B.-P., *Histoire de l’Art*, Paris, Larousse, 1985, vol. 2, pp. 641-648. ; LUCE, Gordon Hannington, *Old Burma - Early Pagan*, Artibus Asiae Supplementum 25, 3 vol., New York, 1969-70 ; STRACHAN, Paul, *Pagan, art & architecture of old Burma*, Kiscadale, 1989, 159 p.

<sup>4</sup> Après divers aller et retour du siège de la capitale entre la première capitale Inwa (Ava) et une nouvelle capitale, Amarapura, à une quinzaine de km plus au nord, entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et la première moitié du XIX<sup>e</sup> s., le roi Mindon transfère une nouvelle fois la capitale d’Amarapura à une nouvelle capitale, Mandalay, à une dizaine de km plus au nord. La décision sera prise en 1857, la fondation solennelle en 1859, et le transfert en 1861. Voir PETRY, Eva, *La ville de Mandalay*, 1971, thèse, EPHE, 1971, 172 p. + ill. et cartes.

<sup>5</sup> Le dernier roi, Thibaw (1878-1885), a été exilé par les Britanniques aux Indes, à Ratnāgiri, petite ville portuaire de la côte du Konkan, entre Bombay et Goa. DESAI, W.S., *Deposed King Thibaw of Burma in India 1885-1916*, Bharatiya Vidya Series Vol. 1, n°25, Bombay, 1967.

<sup>6</sup> Si la lignée du roi Thibaw est toujours représentée en la personne d’un de ses petits-fils, le Prince Hteiktin Taw Paya, né vers le milieu des années 1920, il ne semble pas que la “Maison Royale” birmane se soit maintenue avec un statut symbolique toujours reconnu par le commun de la population, même à Mandalay. Ceci expliquant peut-être cela, les Britanniques semblent s’être attachés à dissoudre l’esprit de corps de la dynastie en dispersant les Princes dans plusieurs provinces birmanes.

<sup>7</sup> Sur l’atmosphère de la Birmanie à la fin du XIX<sup>e</sup> s., SCOTT O’CONNOR, V. C., *Mandalay and other cities of the past in Burma*. London, Hutchinson, 1907, 436 p.

<sup>8</sup> Même si la Birmanie a cessé d’être en 1897 une simple dépendance de la Présidence britannique du Bengale, pour accéder au rang des ‘provinces’ de l’Empire, elle continue à relever de la *British India* et reste mentalement réduite au statut de dépendance de l’Inde. Voir la façon dont elle est présentée dans MURRAY, John [& al.], *A Handbook for travellers in India, Burma and Ceylon, including all the British India, the Portuguese and French possessions, and the Indian states*, London, John Murray, 1933, 14<sup>e</sup> éd., 812 p.

<sup>9</sup> N.R. CHAKRAVARTI, *The Indian minority in Burma : the rise and decline of an immigrant community*. London, Oxford UP, 1971, 214 p.

<sup>10</sup> Sur l’histoire de la Birmanie coloniale voir CADY, John F., *A history of modern Burma*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1958, 682 p. et FISTIE, Pierre, *La Birmanie ou la*

XIX<sup>e</sup> s., la submersion des ethnies birmanes semblait programmée, ainsi que le pronostiquait un colonial français féru d'orientalisme<sup>11</sup>.

### *La guerre japonaise et la dynamique de la renaissance birmane*

Le détachement administratif de la Birmanie, désormais dotée d'un Premier-ministre, de l'Inde anglaise (1937)<sup>12</sup>, puis la guerre japonaise venaient, *in extremis*, redistribuer les cartes et permettre à la Birmanie de renouer avec son destin précolonial. L'histoire de la Birmanie postcoloniale est en effet à comprendre comme l'effort d'une société traditionnellement organisée en 'royaume impérial' pour reconstituer son assise culturelle, en convoquant, sous le vernis d'affrontements démocratiques, les vieilles recettes de l'histoire birmane, illustrées par ses mythes de fondation<sup>13</sup>, ses archétypes politiques élémentaires, et les principes de sa sociologie politique<sup>14</sup>. A partir d'une base politique troublée (qui peut-être mythiquement assimilée au désordre originel<sup>15</sup>), se trouve ainsi assurée la reconstruction de la Société et de l'État à travers l'enchaînement des figures suivantes :

- le refondateur 'étranger', appuyé sur un savoir technique et humain qui reconstitue le contrat social, Aung San ;
- relayé par le moine *cakravartin*, appuyé sur un savoir moral et religieux qui replace la société en harmonie avec l'ordre cosmique (U Nu, avec le bouddhisme<sup>16</sup>) ;
- ce qui permet alors au 'roi', appuyé sur la force militaire, de reconstituer la puissance du pays et son destin politique international (le général Ne Win<sup>17</sup>).

*quête de l'unité, le problème de la cohésion nationale dans la Birmanie contemporaine et sa perspective historique*, Paris, E.F.E.O., 1985, 462 p.

<sup>11</sup> "[...] ce peuple léger qui est malheureusement appelé à disparaître, en tant que nation, sous la poussée des travailleurs indiens et chinois", p. 325, BEYLIE, Général Louis de, *L'architecture hindoue en Extrême-Orient*, Paris, Leroux, 1907, 420 p., plan, photos.

<sup>12</sup> Depuis le *Government of Burma Act* de 1935, ratifié en avril 1937.

<sup>13</sup> Par exemple, HUBER, Edouard, "Le jardinier régicide qui devint Roi", p.176-184, in *BEFEO* V, 1905. Aussi PE MAUNG TIN & G.H. LUCE, *The Glass Palace Chronicle of the Kings of Burma*, Rangoon, University Press, 1960, (1<sup>o</sup> ed. 1923), 179 p.

<sup>14</sup> FERGUSON, John P., "The quest for legitimation by Burmese monks and kings : the case of the Shwegyin sect (19th-20th centuries)", pp. 66-86, de Bardwell L. SMITH (éd.), *Religion and legitimation of power in Thailand, Laos, and Burma*. Chambersburg (Pennsylvania), Anima Books (South and Southeast Asia Studies), 1978, 231 p.

<sup>15</sup> *Naissance (La) du Monde*, Paris, Seuil (Sources Orientales I), 1959, 506 p.

<sup>16</sup> KING, Winston L., *A thousand lives away, Buddhism in contemporary Burma*, Cambridge, Harvard U.P., 1964, 238 p. [BN : 8° O<sup>2</sup>k 2971] ; SARKISYANZ, E., *Buddhist background of the Burmese revolution*, préf. de Paul MUS, La Haye, Martinus Nijhoff, 1965, 248 p. [BN : 8° O<sup>2</sup>k 2968] ; SMITH, D.E., *Religion and Politics in Burma*, Princeton, Princeton U.P., 1965, 350 p.

<sup>17</sup> Voir LIEBERMAN, Victor B., *Burmese administrative cycles : anarchy and conquest, c. 1580-1760*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 338 p.

L'effectivité de cette mobilisation peut être analysée en relisant l'histoire à partir d'une périodisation par tranches de quinze ans :

- le gouffre de la décolonisation (1942-1960) ;
- l'ascension de Ne Win (1961-1976) ;
- le déclin progressif de Ne Win (1977-1992).

## 1. LE GOUFFRE DE LA DECOLONISATION (1942-1960)

Comme au Viêt-Nam, la décolonisation a constitué une véritable rupture<sup>18</sup>. Elle s'est produite selon un processus de près de deux décennies, laps de temps nécessaire pour que la Birmanie surmonte un triple choc : celui de la guerre étrangère (deuxième guerre mondiale), celui du départ des étrangers colonisateurs et de leurs séides (Britanniques, Indiens, Chinois), et enfin celui de la guerre civile. En effet, au plan économique, les destructions ont été telles qu'il faudra attendre la fin des années 1950 pour que la Birmanie retrouve ses niveaux de production d'avant-guerre.

Cette grande rupture se déroule à son tour en trois temps :

- une première phase où les nationalistes tirent avantage de l'invasion japonaise pour obtenir le principe de leur indépendance ;
- une seconde où les Britanniques ayant transféré effectivement leurs compétences à un pouvoir politique birman, ce dernier échoue à maintenir l'unité ;
- une troisième où la société parvient enfin – apparemment – à surmonter l'accumulation des chocs.

### 1. Quelque six années de prélude à l'indépendance (1942-1947)

Parmi les nombreux courants nationalistes qui agitent la Birmanie au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>19</sup>, est créé en 1935, par fusion de deux groupes étudiants, le groupe des *thakin* (maîtres)<sup>20</sup>, dont le Président est (U) Nu<sup>21</sup> et le Secrétaire Aung San<sup>22</sup>. Un an à peine après l'entrée des Britanniques dans la seconde guerre mondiale, en juin 1940 (soit

---

<sup>18</sup> Il serait d'ailleurs intéressant de relire en parallèle le destin des dynasties Nguyễn et Konbaung, ainsi que leurs tentatives d'alliances pour résister aux interventions étrangères, un accueil rapide de la modernité, pour finalement s'en éloigner.

<sup>19</sup> MAUNG Maung, ex-Brig.-Gen., *From Sangha to laity : nationalist movements of Burma 1920-1940*, New Delhi, for the Australian National University, 1980, 311 p.

<sup>20</sup> Ils reprennent ainsi l'appellatif jusque-là réservé – en signe de subordination – aux Britanniques.

<sup>21</sup> Né en 1907 à Wakema (district de Myaungmya) ; Premier-ministre de 1948 à 1956, de 1957 à 1958 et de 1960 à 1962, il quitte la Birmanie en 1969, puis, amnistié, y revient en 1980 ; voir BUTWELL, Richard A., *U Nu of Burma*, Stanford, Stanford U.P., 1963, 301 p.

<sup>22</sup> Né le 13 février 1915, nationaliste, il devient secrétaire en 1939 de la première cellule communiste de Birmanie, puis joue la carte japonaise et finit assassiné le 19 juillet 1947.

dans les jours qui suivent la capitulation française et l'entrée des Japonais en Indochine), le gouvernement de U Pu<sup>23</sup>, puis celui de U Saw<sup>24</sup> prennent des mesures visant à prévenir l'alliance entre les divers groupuscules nationalistes birmanes et les Japonais (emprisonnement du Dr. Ba Maw<sup>25</sup>, de *thakin* Nu, et du communiste Than Tu<sup>26</sup> etc.). Si bien que fin 1940 - début 1941, trente *thakin* (dont Soe<sup>27</sup> et Aung San<sup>28</sup>) sont recrutés par les Japonais, évacués de Birmanie, entraînés à Hainan puis au Japon, où ils fondent – avec les Japonais qui en assurent le commandement – la première armée 'birmane' (*Burma Independence Army*).

*Collaboration anti-britannique et pro-japonaise de Aung San (1942-43)*

La guerre japonaise commence en décembre 1941. Sur les conseils d'Aung San, l'officier de renseignement japonais en charge des opérations – pour l'heure basé à Saïgon – le colonel Suzuki, laisse alors plus ou moins entendre qu'il est le Prince Myingun, de la dynastie de Konbaung et prend le nom birman de Bo Myogo ('Colonel coup de tonnerre'<sup>29</sup>) par référence à une prophétie relative à la fin de la présence britannique, rumeur largement diffusée sous le manteau en Birmanie. Les forces japonaises d'infiltration, appuyées de leurs auxiliaires birmanes, se rendent en Thaïlande, y recrutent des troupes d'origine birmane, puis, de là, gagnent en décembre 1941 la Birmanie. Les Japonais – accompagnés des *thakin*<sup>30</sup>, qui rallient des milliers de nationalistes – en chassent en moins de trois mois les Britanniques : le 7 mars 1942, soit trois semaines après la chute de Singapour (15 février 1942), les

---

<sup>23</sup> U Pu, alias Maung Pu Yamethin, Premier-ministre (sous tutelle britannique) de février 1939 à septembre 1940.

<sup>24</sup> U Saw, ministre de l'agriculture puis Premier-ministre de septembre 1940 jusqu'en janvier 1942.

<sup>25</sup> Formé à Cambridge, puis en France où il obtient un doctorat de droit, il devient d'avril 1937 à février 1939 le premier Premier-ministre de la Birmanie autonome, puis administrateur en chef (août 1942) de l'administration birmane pendant la période d'occupation japonaise.

<sup>26</sup> Sur les communistes birmanes, voir par exemple LINTNER, Bertil, *The Rise and Fall of the Communist Party of Burma*, Ithaca, New York, Cornell University Southeast Asia Programme, 1990, 124 p. ; TAYLOR, Robert H., *Marxism and Resistance in Burma 1942-1945*, Ohio University Press, 1984, 326 p.

<sup>27</sup> Membre du Parti communiste birman.

<sup>28</sup> Lequel sera dit ultérieurement *Bogyoke* 'chef suprême'.

<sup>29</sup> L'éclair étant alors assimilé au Japon (pays du soleil irradiant).

<sup>30</sup> Voir IZUMIYA, Tatsuro, *The Minami organ*, Rangoon, Higher Education Department, 1981, 214 p. ; YOON, Won Z., *Japan's Scheme for the liberation of Burma : the Role of the Minami Kikan and the 'Thirty Comrades'*, Athens, Ohio University Center for International Studies, Papers in international studies, Southeast Asia series n°27, 1973, 54 p.

Britanniques abandonnent Rangoon et se replient vers le Nord<sup>31</sup>, ce provoque le départ, à leur suite, de la moitié du million d'Indiens<sup>32</sup> résidant dans la colonie.

Après quelques mois de flottement, les Japonais permettent (août 1942) l'établissement d'un gouvernement provisoire conduit par le Dr. Ba Maw, associé aux *thakin* ; Aung San est fait général et ministre de la défense du gouvernement pro-japonais, avec Ne Win<sup>33</sup> comme chef d'état-major, étant entendu que l'un des objectifs de ce gouvernement est d'obtenir l'indépendance. Comme dès janvier 1943, il apparaît que les Birmans ne collaboreront pas avec les Japonais sans contrepartie, et que, dans le même temps, les Britanniques font la sourde oreille aux demandes birmanes de reconnaissance de l'indépendance, les Japonais saisissent la balle au bond et établissent avec les Birmans un *modus vivendi* qui débouche, le 1<sup>er</sup> août 1943, sur un compromis : l'indépendance est proclamée, mais au sein de la sphère japonaise<sup>34</sup>.

Ba Maw, reconnu *adhipati* (du sanskrit : 'maître', 'chef') déclare alors la guerre aux Anglais et aux Américains<sup>35</sup>, prend le titre de *Mingyi* ('grand prince' ou 'roi') et réactive autour de sa personne le rituel et la symbolique de la cour royale, faisant par exemple apporter depuis Shwebo, la ville natale du roi Alaungpaya fondateur de la dernière dynastie birmane, de la 'Terre de la Victoire'<sup>36</sup>, etc.

#### *Le retournement de Aung San et sa collaboration avec les Britanniques (1943-45)*

Mais derrière cette première tentative de refondation 'symbolique' de la monarchie birmane, 'l'indépendance' de la Birmanie s'avère rapidement de façade. Et devant le comportement de l'administration japonaise<sup>37</sup>, deux des ministres du gouvernement Ba Maw, Aung San (nationaliste) et Than Tun (communiste, ministre de l'agriculture) forment à Rangoon une organisation de résistance clandestine (*Anti-Fascist Organization*, A.F.O.) qui tente de trouver une voie plus favorable aux intérêts nationaux birmans : fin 1943, l'A.F.O. entre en contact avec le dit 'gouver-

<sup>31</sup> Voir GLASS, L., *The changing of kings : memories of Burma 1934-1949*, Londres, Peter Owen, 1985, 241 p.

<sup>32</sup> Voir CHAKRAVARTY, N.R., *op. cit.*

<sup>33</sup> Ne Win, alias Shu Maung, métis sino-birman d'origine 'bourgeoise', est né le 4 mai 1911 ; sur Ne Win voir la biographie quasi-officielle de MAUNG Maung, Dr., *Burma and General Ne Win*, Bombay, Asia Publishing House, 1969, 332 p.

<sup>34</sup> Voir SOLA, Richard, "La Birmanie sous la férule japonaise", *L'Afrique et l'Asie moderne* n°148, Paris, C.H.E.A.M., printemps 1986.

<sup>35</sup> La situation sera rendue encore plus opaque par les choix, parfois divergents, des Minorités.

<sup>36</sup> Inaugurant ainsi une politique de rattachement symbolique aux sites royaux qui ne cessera depuis d'être développée par les responsables birmans.

<sup>37</sup> Voir TRAGER, Frank N. ed., *Burma : Japanese military administration, selected documents, 1941-1945*, traduction de Won Zoon Yoon & Thomas T. Winant, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1971, 279 p.

nement birman en exil' à Simla<sup>38</sup> (Himachal Pradesh), tout en continuant apparemment de jouer les Japonais.

Lorsque six mois plus tard l'offensive japonaise dirigée contre l'Inde, échoue (mai 1944) – avant de se transformer en déroute –, Aung San est à même de pouvoir explicitement renverser ses alliances : il décide alors de collaborer avec les Britanniques en vue de se retourner militairement contre les Japonais. Effectivement, six mois plus tard, le 27 mars 1945, Aung San rallie les maquis anglais avec sa *Burma National Army* (B.N.A.), et pendant deux mois (avril-mai) se bat contre les Japonais, jusqu'à ce que ces derniers évacuent Rangoon (le 22 avril), puis Pegu (le 1<sup>er</sup> mai 1945), quelques jours avant la capitulation officielle du Japon (14 mai).

### *Le passage du militaire au politique, et la reconnaissance d'Aung San (1945-46)*

La victoire de la résistance birmane est donc sans discussion, mais la guerre laisse un pays ravagé, où, de surcroît, avec l'arrêt de l'épandage du D.D.T., la malaria est redevenue endémique ; les villes et les infrastructures sont en ruine ; les voies ferrées, les oléoducs et les puits pétroliers sont hors d'usage, les bateaux de navigation fluviale coulés, le bétail de labour abattu ; plus gravement, une bonne partie des cadres moyens qui auraient été à même d'effectuer la reconstruction (ouvriers 'spécialisés', techniciens, employés, etc.) – cadre qui étaient essentiellement indiens ou d'origine indienne – se sont enfuis ; enfin avec l'anarchie, le banditisme est omniprésent.

La résistance comprend alors qu'elle n'a pas d'autre issue que de composer avec les Britanniques et de tenter de régler les problèmes consensuellement. Sitôt le problème japonais réglé (évacuation des dernières troupes, etc.), la résistance entérine le retour des Britanniques, et dès le début juin 1945, l'organisation du temps de la résistance, l'A.F.O., se transforme en parti politique l'*Anti-Fascist People's Freedom League* (A.F.P.F.L.) pour pouvoir négocier avec l'ancienne puissance coloniale. Ainsi, le 20 juin, peuvent commencer les pourparlers entre l'Amiral Lord Louis Mountbatten, Aung San et Than Tun.

Mais au fur à mesure du déroulement des négociations, c'est au sein même de l'A.F.P.F.L. que les dissensions deviennent de plus en plus vives, d'autant que les communistes se divisent en factions rivales en février 1946. Aung San en profite alors pour tenter de marginaliser les communistes : les uns (P.C.B. - 'Drapeau Blanc') de *thakin* Than Tun (futur pro-chinois) décident alors de faire front "démocratiquement" et de continuer à mener leur opposition au sein l'A.F.P.F.L. ; quand les autres (P.C.B. - 'Drapeau Rouge') de *thakin* Soe (futur pro-soviétique) optent pour la clandestinité.

## **2. La passation de pouvoir des Anglais (1946-1952)**

---

<sup>38</sup> Il s'agit en réalité du gouverneur britannique de Birmanie (faisant office de 'chef d'État'), le Premier-ministre (n°2 de l'exécutif) portant le titre de '*Deputy Chairman of the Executive Council*'.

*Le modus vivendi avec les Britanniques et les Minorités (1946-47) et l'établissement d'un cadre étatique légal*

Cela n'empêche pas Aug San de poursuivre sa ligne politique. Les Britanniques l'ayant installé (septembre 1946) comme gouverneur adjoint (i.e. Premier-ministre) et ministre de la défense, il entreprend aussitôt une double série de négociations pour faire redémarrer "légalement" la machine d'État :

- D'une part avec les 'colonisateurs' étrangers, les Britanniques. Ces négociations débouchent le 29 janvier 1947 sur la signature à Londres de l'accord Aung San - Attlee, aménageant une procédure de transition menant du *self-government* à l'indépendance, où le Conseil exécutif fait fonction de gouvernement provisoire.

- D'autre part avec les propres 'colonisés' des Birmans, les Minorités. Ces négociations aboutissent à la Conférence de Panglong (Etats Shan) qui s'achève, un mois plus tard (en février 1947) par un accord prévoyant – au moins à titre provisoire – la présence d'un conseiller représentant les minorités dans le futur gouvernement, et la plus large autonomie des régions frontalières.

Il devient alors possible d'engager un processus électoral constituant. Le 9 avril 1947, la Ligue antifasciste remporte une victoire écrasante aux élections. L'un des anciens du groupe des 30 *thakin*, U Nu (ancien Président de la section étudiante des *thakin*, marxiste et bouddhiste), devient président d'une assemblée constituante qui, le 10 juin, entérine l'accord de Londres. Aung San semble donc avoir, au mieux, réussi la transition. Mais cela se révèle très vite n'être qu'une fragile illusion.

*L'assassinat de Aung San et la montée de U Nu, indépendance et construction d'un État fédéral et socialiste (1947-48)*

Les esprits sont en effet loin d'être calmes, en particulier du côté des Minorités dont les Britanniques avaient préservé les particularismes et maintenu les autorités traditionnelles, et qui redoutent maintenant de tomber sous la tutelle politique et culturelle d'un Etat birman indépendant. Ceci vaut chez les Minorités de 'Haute Birmanie'<sup>39</sup>, autant que chez les Karen (eux-mêmes divisés, et qui n'avaient signé les accords de Panglong) ; de fait, dès le lendemain des élections, en avril 1947, l'Union Nationale des Karen avait commencé à organiser ses forces armées.

Mais la tension n'est pas que périphérique. Elle est inscrite au cœur même de l'État, car un trimestre plus tard, le 19 juillet 1947, Aung San (32 ans) est assassiné en plein Conseil exécutif avec *thakin* Mya et six autres personnes. Selon les Britanniques, le coup avait été monté par l'ancien Premier-ministre U Saw, qui avait escompté conduire personnellement le pays à l'indépendance (en tout cas il sera pendu) ; selon

---

<sup>39</sup> Occupant des territoires représentant au bas mot près de la moitié de l'actuel territoire birman.

les Karens, il faudrait regarder du côté d'U Nu et de Ne Win – aidés par des militaires britanniques – sous prétexte qu'il aurait été prêt à accorder de trop larges concessions aux Minorités<sup>40</sup>.

A Aung San succède alors U Nu, et les négociations reprennent avec l'évidente volonté de trouver une solution rapide, autant avec les Britanniques qu'avec les Karen. Moins de deux mois plus tard, le 24 septembre 1947, une constitution de type fédéraliste est ainsi adoptée par la Constituante dominée par les socialistes, le processus de l'indépendance est enclenché, et en octobre, la Birmanie (avant même la proclamation formelle de l'indépendance) quitte le Commonwealth. L'indépendance proprement dite sera proclamée trois mois plus tard, le 4 janvier 1948, et U Nu devient Premier-ministre (et le restera près de 10 ans, jusqu'en 1956).

*L'échec, la refonte politique et le premier recours à Ne Win (1949-50)*

Là encore, le beau projet n'est qu'une façade circonstancielle car la constitution birmane ayant été dite 'socialiste', la Birmanie se lance dans une politique présentée comme 'socialiste' (monopole public sur les exportations de riz, loi foncière<sup>41</sup>, etc.). Mais cette dernière paraît surtout être un biais pour se débarrasser de la mainmise étrangère (en particulier des usuriers indiens). Le prix à payer est que le pays, dont certains agents économiques sont ainsi paralysés, entre en récession. Il en va de même pour ce qui est du caractère 'fédéraliste' de l'État : il est rapidement mis entre parenthèses par les Birmans au profit de tendances assimilatrices et dominatrices.

Le gouvernement U Nu se retrouve donc devant une double gageure : gérer une situation économique désastreuse (la production économique de 1949-50 ne représente que quelque 60% de son niveau d'avant-guerre) ; et s'imposer à des Minorités de plus en plus rétives en même temps qu'à l'insurrection communiste 'pro-chinoise' du P.C.B.-Drapeau Blanc de *thakin* Than Tun et de Goshal.

En moins de deux ans l'Union se casse (les fonctionnaires karen sont officiellement mis sur la touche), et le pays sombre tellement dans l'anarchie qu'en 1949, le gouvernement central (qui reconnaît officiellement la Chine Populaire le 18 décembre 1949) ne contrôle bientôt plus que la capitale et une partie du delta. A ces difficultés s'ajoutent les tensions internes à l'A.F.P.L., où plusieurs socialistes font sécession en 1950 pour créer le *Burma Workers and Peasants Party*. Menacé de toutes parts, le Premier-ministre doit donc former un cabinet essentiellement chargé de maintenir

---

<sup>40</sup> Version peu plausible au regard des liens d'Aung San avec Ne Win. Voir MAUNG, Maung, *A trial in Burma : the assassination of Aung San*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1962, 117 p.

<sup>41</sup> Le gouvernement affirme la souveraineté nationale sur le sol birman : le propriétaire ultime de la terre est l'Etat (*Land Nationalisation Act*) ; les petits propriétaires fonciers, pour partie d'origine indienne, qui avaient pris le contrôle d'une partie des terres agricoles par le biais d'un crédit usuraire, se voient ainsi potentiellement évincés. Mais en dépit de cette ré-appropriation 'nationale' qui entraîne le départ des Indiens restés dans les campagnes, la terre n'est pas nationalisée au sens strict du terme.

l'ordre, où le ministre de la défense, le général Ne Win, l'un des 30 *thakin*, joue un rôle clé.

### 3. Les replâtrages (1951-1960)

#### *La reprise en main de U Nu et l'économie socialiste, un nouvel échec (1951-1953)*

La réaction est alors rapide. En 1950-51, les forces régulières sous le commandement de Ne Win réussissent à reprendre le contrôle des principales villes et axes de communication. U Nu parvient ainsi à élargir son champ d'action, ce qui autorise en 1951 l'organisation d'élections, où la Ligue antifasciste d'U Nu remporte une écrasante victoire.

Les préoccupations politico-militaires perdant ainsi leur caractère d'urgence, les dirigeants birmans prennent en main le développement économique du pays. Ils commencent par établir un plan de huit ans qui débute en 1952 ; la même année, ils adhèrent au Plan de Colombo, et surtout ils récupèrent les réparations financières des Japonais<sup>42</sup>. Mais rien n'est véritablement réglé pour autant sur le fond ; ni le problème politique (d'autant plus que les troupes du Kuomintang repliées vers Kengtung, après la chute de Kunming en février 1950, viennent appuyer les minoritaires<sup>43</sup>), ni le problème économique, la production (essentiellement agricole) n'arrivant toujours pas à se remettre en route, du fait du départ d'une partie des Indiens des campagnes.

Si bien que, devant le désastre économique, le 1<sup>er</sup> décembre 1953, le socialiste-national qu'est U Nu n'a pas d'autre choix que de proposer un recours aux investisseurs étrangers, lesquels, de toute évidence, ne sont guère tentés par le désordre birman. La situation est d'autant plus grave que la chute des cours mondiaux du riz, principale recette d'exportation de la Birmanie, contribue à vider les caisses de l'État de leurs maigres réserves en devises.

#### *Le recours au bouddhisme (1954-1957)*

U Nu adopte alors une série de mesures qui lui permettent de stabiliser la situation de façon à retrouver de la marge de manœuvre :

- Tout d'abord il isole la minorité la plus menaçante : il crée un Conseil des Affaires Mômes (26 février 1954) ce qui lui permet de contenir la rébellion la plus proche

---

<sup>42</sup> Soit une aide considérable en termes relatifs : 250 millions d'US \$, le quart du P.N.B. birman.

<sup>43</sup> Voir TAYLOR, Robert H., *Foreign and domestic consequences of the Kuomintang intervention in Burma*, Ithaca, New York, Cornell University Southeast Asia Programme, Data Paper n° 93, 1973, 77 p.

géographiquement, la menaçante rébellion Karen<sup>44</sup> ; puis il promet, dès l'année suivante, à ces minorités une future autonomie (février 1955).

- Et pendant qu'il récupère ainsi un minimum de tranquillité sur ce front, il s'attache à reconstruire des consensus moins marqués par l'ethnicité, en mettant en avant une politique d'inspiration plus directement bouddhiste. Elle s'inaugure en 1954-56 par la tenue d'un Concile bouddhique à Rangoon.

- Il est alors à même de poursuivre (1955) dans la voie de l'ouverture aux étrangers en prenant des engagements de non-nationalisation.

Le succès politique est au rendez-vous et, en 1956, la Ligue antifasciste obtient une nouvelle victoire électorale, qui autorise U Nu à quitter pour quelques mois ses responsabilités de Premier-ministre de façon à remettre de l'ordre au sein de l'A.F.P.F.L. Ceci fait, (en 1957) il reprend ses fonctions.

*Le changement de cap et le deuxième recours conjoncturel à l'armée (1958-60)*

U Nu est alors à même d'envisager de commencer à traiter les problèmes en profondeur : il infléchit sa ligne politique dans un sens de moins en moins socialiste et de plus en plus autoritaire :

- En janvier 1958 il décrète que l'A.F.P.F.L. doit définitivement rejeter le marxisme en tant que guide philosophique, et il renverse ses alliances.

- Il se débarrasse des socialistes qui se retirent du gouvernement<sup>45</sup>, mais peut néanmoins conserver le pouvoir en s'associant à ses anciens rivaux politiques, les 'militaires' du général Ne Win.

- Il se croit ainsi à même de réaliser l'éternel objectif des souverains birmanes, la construction d'un 'grand' Etat birman surimposé aux Minorités, et il supprime en particulier les principautés autonomes des Shan<sup>46</sup>.

Mais c'est là un pas de trop, conduisant Shan et Kachin<sup>47</sup> à réclamer ouvertement. Le 26 septembre 1958, il fait donc une nouvelle fois appel à l'armée et au général Ne

---

<sup>44</sup> Voir DUN, Smith, *Memoirs of the Four-Foot Colonel*, Cornell University, Ithaca, Department of Asian Studies, 1980, 125 p. ; MARSHALL, Harry I., *The Karen people of Burma : a study in anthropology and ethnology*, Columbus, 1922, rééd. New York, AMS Press, 1980, 329 p. ; pour les Karen 'thaïlandais', voir KEYES, Charles F., *Ethnic adaptation and identity, the Karen on the Thai frontier with Burma*, Philadelphia, Institute for the Study of Human Issues 1979, 278 p.

<sup>45</sup> L'A.F.P.L. se coupe en deux, avec d'un côté la faction 'stable', celle des socialistes, désormais opposés à U Nu et, de l'autre, la faction 'propre', soutenant U Nu, renommée *Union Party* après 1960 ; l'une comme l'autre furent dissoutes en 1964.

<sup>46</sup> Sur les Shan, voir COCHRANE, W.W., *The Shans*, Rangoon, Reprint, New York, AMS Press, 1981, 227 p. (1ère éd. 1915) ; LINTNER, Bertil, "The Shans and the Shan State of Burma", *Contemporary Southeast Asia* 5, no. 4. mars 1984 ; YAWNGHWE, C. T. (Eugene Thaïke), *The Shan of Burma : Memoirs of a Shan Exile*, Singapour, ISEAS, 1987, 276 p.

Win pour intervenir avant les élections. L'armée tente de remettre de l'ordre tant sur le plan politique intérieur (par exemple, avec une tentative de recensement des bonzes en 1959), que sur le plan économique, où la production rattrape – enfin – en 1959 son niveau d'avant-guerre. Le contrat de l'armée a donc été tenu. En mars 1960, les élections à la nouvelle assemblée voient ainsi à nouveau le triomphe de U Nu, devant lequel, comme prévu, l'armée se retire démocratiquement le 4 avril.

## **2. LA POLITIQUE DU 'ROI IMPERIAL' DE DEVANT (1961-1976)**

Reste que le problème des minorités n'a pas été résolu, et qu'elles passent désormais toutes peu ou prou à la dissidence. Il s'ouvre ainsi une nouvelle phase de l'histoire birmane où les forces centrifuges prennent une telle ampleur que la logique de fonctionnement du système s'inverse, la domination des militaires devenant la règle quand le recours à la 'démocratie' n'est plus que ponctuel.

### **1. La reprise en main par le 'roi' Ne Win (1961-1965)**

#### *L'apparente reprise de la démocratie avec U Nu et sa chute (1961-1962)*

Si la situation politique semble un temps reprendre un cours normal en accord avec la constitution 'démocratique' de l'Union, avec U Nu comme Premier-ministre et U Win Maung comme Président de la République, aussitôt l'armée retournée dans ses casernes, l'agitation politique et la dissidence régionale reprennent plus que jamais (menaces de sécession des Shan, etc.). A nouveau U Nu croit s'en tirer en ressortant l'une de ses vieilles 'recettes', la mise en scène du recours à la bouddhisation, et en août 1961, la République birmane est proclamée 'bouddhique'. Mais cette affirmation "religieuse" – implicitement de référence ethnique birmane au sens étroit du terme – met le feu aux poudres, en particulier chez les minorités animistes ou chrétiennes. De plus la tension provoquée parallèlement dans les communautés "birmanes" non bouddhistes (Musulmans, Chrétiens, Hindous, etc.) contribue à accroître les tensions sociales et à altérer la situation économique qui, de médiocre, redevient catastrophique. Bref, le pays est alors menacé de désintégration pure et simple.

Le 2 mars 1962, le général Ne Win, appuyé par l'armée, déterminé à sauver l'unité de l'Union, s'empare alors du pouvoir par un coup d'État sans violence. Ne Win suspend la Constitution, supprime la charge de Président de la République et la remplace par la Présidence d'un Conseil National Révolutionnaire de 15 membres.

---

<sup>47</sup> Sur les Kachin, voir le très classique LEACH, Edmund, *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie, analyse des structures sociales kachin*, Paris, François Maspero (Bibliothèque d'Anthropologie), 1972, 399 p.

L'armée prend ainsi la tête d'un régime autoritaire qui court-circuite le dispositif institutionnel.

*La troisième reprise du pouvoir par l'armée et le début de l'isolement (1962-65)*

Au vu des difficultés de la décennie précédente, Ne Win décide de changer les orientations économiques de la Birmanie et de revenir à un schéma de développement véritablement socialiste, fondé sur la nationalisation des instruments de production et des circuits commerciaux (ce qui est l'antithèse des ouvertures faites par U Nu aux étrangers en 1953). Ces mesures, cumulées aux précédentes mesures "religieuses" entraînent aussitôt le départ des 'étrangers de l'intérieur', les derniers Chinois (quelque 300.000) et Indiens (200.000) résidant dans le pays. En parallèle, Ne Win tente de mater les deux principaux foyers d'opposition :

- celle des guérillas ethniques d'abord, en offrant une amnistie généreuse (1er avril 1963) aux mouvements qui déposeraient leurs armes, puis, devant l'insuccès de la proposition, en entamant en juin des négociations, ce qui ne marche qu'avec les Karen ;

- l'opposition birmane ensuite, en faisant arrêter (août 1963) par le comité révolutionnaire onze personnalités qui rejoignent en prison U Nu et ses ministres, dont elles étaient les ennemis politiques, puis en novembre en emprisonnant 420 membres de divers partis.

Ceci est orchestré par une prise en main culturelle<sup>48</sup> dont l'une des fonctions sera d'exalter les grandes figures du passé – notamment les figures royales<sup>49</sup>.

Puis, en 1964<sup>50</sup>, toutes les entreprises ayant été nationalisées et les moyens de production se retrouvant désormais contrôlés par le comité révolutionnaire<sup>51</sup>, Ne Win

---

<sup>48</sup> Sur la politique culturelle du Conseil Révolutionnaire telle qu'elle a été organisée à la suite de la National Literary Conférence (17-21 novembre 1962), voir, ALLOT, Anna J. "Prose writing and publishing in Burma : government policy and popular practice", pp. 1-35, in THAM SEONG CHEE (éd.), *Literature and society in Southeast Asia ; political and sociological perspectives*, Singapore UP, 1981.

<sup>49</sup> Par exemple en popularisant, d'abord sous forme de feuillets du quotidien gouvernemental *The Working People's Daily*, dans la série *Heroes of Old Burma*, une biographie romancée (politiquement correcte) du fondateur de l'unité birmane, le roi de Pagan Aniruddha / Anawrahta (1044-1077), par [Madame] Daw Khin Myo Chit. Cette biographie sera republiée en livre, dans une non moins officielle maison d'édition, sous le titre *Anawrahta of Burma*, Rangoon, Sarpey Beikman, 1970, 217 p.

<sup>50</sup> Pour une lecture de Sciences Politiques classique de la Birmanie au début des années 1960, *L'Union birmane*, Notes-Etudes documentaires n°3005, Paris, La Documentation Française, 3 juillet 1963. Et pour une présentation d'atmosphère, MOISY, Claude, *Birmanie*. Lausanne, Rencontre, 1964, 214 p.

<sup>51</sup> A la différence des économies communistes, il n'y a pas en Birmanie de collectivisation de l'ensemble des moyens de production (pas de coopératives obligatoires dans le monde

achève ce qu'il avait commencé, à savoir l'éradication des deux principaux foyers de contestation :

- Au sein des minorités ; le 12 mars 1964, il passe un traité avec le *Karen National Defense Organisation* qui prévoit la convocation d'une convention nationale où les minorités seraient représentées, mais leur reclassement par 'ordre alphabétique' vise alors symboliquement à rompre le lien les attachant à leurs terroirs.

- Au sein du jeu politique 'normal' : le 28 mars 1964, les partis sont dissous au profit d'un régime dictatorial de parti unique, le B.S.P.P., *Burmese Socialist Program Party*, ou parti *Lanzin*, d'inspiration marxiste (lequel n'aura jamais que peu d'adeptes).

L'opposition ainsi éliminée, Ne Win conforte les nationalisations en interdisant le commerce privé du riz, et en réduisant la masse monétaire par une démonétisation (17 mai 1964) des billets de 100 et de 50 kyatts. Bref la Birmanie est devenue une 'royauté' socialiste, ce que matérialise symboliquement la récupération par le Président Ne Win des régalias birmanes lors de sa visite à Londres en 1964 ; 'royauté' et qui retrouve de surcroît en 1965 sa logique traditionnelle de fermeture, quand les derniers étrangers<sup>52</sup> sont invités à se retirer (en particulier les derniers missionnaires américains doivent quitter Kengtung).

## 2. La reconsidération stratégique (1966-1972)

### *La libéralisation et la réouverture internationale (1966-1967)*

Mais il s'avère aussitôt que cette voie étroite est difficilement tenable, ne serait ce que parce que les minoritaires, déçus de l'évolution de la politique birmane, reprennent les armes. Ne Win doit donc lâcher du lest, tant sur le plan économique que sur le plan politique intérieur, d'autant qu'avec la Révolution culturelle (lancée le 18 avril 1966 par Mao), le P.C.B. - Drapeau Blanc et son meneur, Than Tun, se rallient aux thèses chinoises.

Ne Win commence donc par assouplir le socialisme, en libéralisant le commerce de détail des produits alimentaires (à l'exception du principal, le riz), en vendant des tracteurs appartenant à l'État aux coopératives etc. Puis il tente de reconstruire les consensus politiques en libérant les chefs des deux factions de l'A.F.P.F.L. en 1966, U Ba Swe et U Nu, sous condition de ne plus faire de politique. Enfin, pour contrer les pressions de la R.P.C. – alors en pleine Révolution Culturelle –, tant au plan intérieur (propagande en direction des minorités chinoises, dont les jeunes urbains vont à des manifestations, auxquelles répondent pogroms et pillages) qu'au plan

---

rural), mais simplement une nationalisation des activités économiques les plus importantes. Il reste que le système agricole est figé, par une loi rendant l'outil de production agricole inaliénable (ni cessible, ni hypothécable), qui vise autant les outils agricoles que la terre.

<sup>52</sup> Le prestigieux birmanisant anglais Luce – marié à une birmane – a été ainsi prié en 1964 de quitter la Birmanie.

international, la R.P.C. envoyant armes et conseillers dans les zones ‘Drapeau blanc’ – Ne Win se rapproche de Washington et de Moscou.

*A la recherche d'une nouvelle formule de réforme (1968-1970)*

Ne Win comprend de surcroît qu'il lui est nécessaire de trouver une formule politique mieux adaptée à la situation et il demande à un Conseil Consultatif pour l'unité de l'Union birmane d'élaborer un programme de réforme et un projet de constitution<sup>53</sup>. La période est d'ailleurs politiquement favorable, car le 24 septembre 1968, Than Tun (P.C.B. - Drapeau Blanc) est assassiné par un de ses lieutenants. La remise du rapport du Conseil Consultatif a lieu quelques mois plus tard (2 juin 1969) : il préconise le retour à une certaine forme de démocratie parlementaire.

Mais cette étude ayant également fait naître une certaine ébullition politique, Ne Win préfère geler l'opération en en rejetant les conclusions. Reste que le rapport atteste des possibilités de constituer une brèche dans la dictature militaire ; U Nu, qui a été approché dès le début de 1968 par des rebelles, lance de Londres, le 29 août 1969, un véritable défi à Ne Win, se déclarant prêt à plonger la Birmanie dans la guerre civile pour restaurer la démocratie parlementaire. Il crée un mouvement politique pour la Démocratie Parlementaire (P.D.P.) et le 27 mai 1970, avec les Karen, il fonde à Bangkok un Front Uni de Libération Nationale (vraisemblablement financé par la C.I.A.). Mais dans le même temps, Ne Win récupère de la marge car, en 1970, l'armée birmane inflige de lourdes pertes aux maquis du P.C.B. - Drapeau Blanc<sup>54</sup>, et en novembre, *thakin* Soe<sup>55</sup>, dirigeant du P.C.B. - Drapeau Rouge prosoviétique préfère se rendre. La menace communiste perd alors une bonne partie de sa substance<sup>56</sup>.

*Un retour vers le 'civil' (1971-72)*

Il n'en reste pas moins que l'économie continue de stagner, et que pour contrebalancer la crise économique rampante (la croissance – déjà faible – s'est ralentie et les échanges extérieurs officiels ont chuté), et les risques d'agitation sociale qu'elle induit dans les régions contrôlées par le gouvernement, le général Ne Win doit se résoudre une nouvelle fois à faire des concessions politiques ‘démocratiques’, au moins à un niveau formel et symbolique. Au plan intérieur, il relance en juin 1971 le projet de réforme constitutionnelle de 1968, censé donner

<sup>53</sup> Approuvé par référendum quatre ans plus tard, en décembre 1973.

<sup>54</sup> Voir LAMOUR, Catherine, *Enquête sur une armée secrète*, Paris, Seuil, 1975, 285 p.

<sup>55</sup> Né vers 1920, il fera une rentrée politique tardive avec la *National League for Democracy* (N.L.D.) à la fin des années 1980.

<sup>56</sup> La preuve en est que le P.C.B. - Drapeau Blanc perd sa base birmane, et se replie au Nord-Est : si les dirigeants restent des birmans, les combattants sont désormais fournis par les minorités, d'abord les Kachin, puis les Wa.

(enfin !) une caution démocratique au régime, par la convocation d'un congrès du parti *Lanzin*, qui reçoit mission de préparer une nouvelle constitution ; puis, accompagné d'une vingtaine de ses ministres, il quitte l'armée pour montrer qu'un pas est franchi vers le gouvernement civil. Et au plan extérieur, il tente de restaurer les consensus avec la R.P.C. par une visite officielle à Pékin<sup>57</sup>.

Mais comme rien n'a changé sur le fond au moins en matière économique, et que la production continue de végéter, Ne Win se décide alors à modifier radicalement sa stratégie de développement, ce que facilite l'échec de la tentative de résurrection d'une opposition politique par U Nu.

### 3. Le déclin et la crise de confiance (1973-1977)

#### *La nouvelle formule Ne Win, ouverture et libéralisme (1973-74)*

Ainsi, dès avril 1973, un congrès extraordinaire du parti *Lanzin* dresse-t-il un bilan économique, concluant en faveur d'un début de libéralisation. Partant, le gouvernement libéralise partiellement le commerce du riz et hausse les prix d'achat du riz par l'État d'un cinquième, ce qui lui permet en contrepartie d'instaurer des quotas de livraisons obligatoires. Mais cette mesure joue à l'inverse de ce qui était attendu : la production de riz baisse de 10% et le P.N.B. birman se contracte en 1973<sup>58</sup>, la baisse de la production de riz attestant des limites mêmes de la réforme.

Devant un tel échec, Ne Win remobilise symboliquement le pays et la tradition nationale, tout en aménageant la politique économique et ses relations avec son voisin de l'Est, avec lequel le contentieux historique est lourd :

- Le 3 janvier 1974 est promulguée une nouvelle constitution, instaurée la République Socialiste de l'Union Birmane, et adopté un nouveau drapeau, où les 5 étoiles, symboles des 5 grands groupes ethniques, sont remplacées par 14 (une par Etat de l'Union, transcendant symboliquement les clivages ethniques).

- L'État "renoue" avec la dynastie de Konbaung, Ne Win se préparant à épouser la descendante du dernier prince héritier<sup>59</sup>.

- Est lancé un ambitieux plan de développement à vingt ans (1974-93) qui est censé doter la Birmanie des moyens d'une stratégie de long terme, plan qui doit être porté par le retour des investisseurs étrangers attirés par la réintroduction partielle<sup>60</sup> des

---

<sup>57</sup> "Birmanie : Dix ans de politique socialiste 1962-1972", *La Documentation Française*, 14 janvier 1972, n° 108.

<sup>58</sup> Pour l'année 1973 le chute du P.N.B. aurait été de -1% selon les sources birmanes, mais de -6% selon la Banque mondiale.

<sup>59</sup> Ne Win épouse en 1975 June Rose Bellamy (= Yadanah Nat Mei), descendante directe d'un des frères du Roi Nindon, le Prince Kanaung.

<sup>60</sup> Ce caractère partiel de la 'libéralisation' est attesté par le fait que, à l'inverse, le gouvernement rend dans les faits obligatoires les livraisons à l'Etat, le refus de respecter les quotas étant désormais passible d'emprisonnement ou de confiscation des terres.

mécanismes du marché (ouverture de 268 secteurs de l'industrie légère aux investissements privés, etc.)<sup>61</sup>.

- Enfin en mai 1974, Ne Win se rend en visite officielle à Bangkok<sup>62</sup>.

### *Des résultats peu probants (1975-77)*

Mais cet éventail de mesures combinant jeu sur l'identité nationale, libéralisation et ouverture conduit à un résultat diamétralement opposé à celui attendu. Au lieu de calmer le jeu politique, il alimente la contestation ; des manifestations d'étudiants en décembre<sup>63</sup>, soutenues par le parti communiste, conduisent à la fermeture des universités pour l'année 1974-75, et à la proclamation de la loi martiale. Et, même si l'aide au développement provenant des pays capitalistes triple, le 'décollage' économique tant espéré se fait attendre. Si bien que, malgré des succès militaires face aux communistes et aux révoltes ethniques, une crise de confiance s'installe en 1975 au sein même du parti *Lanzin* et de l'armée.

Cette crise conduit, en 1976, à une tentative de coup d'État de jeunes officiers, soutenue par le ministre de la défense Tin Un (qui sera condamné à sept ans de prison) ; l'armée fait alors l'objet d'une 'purge' (procès de janvier 1977).

## **3. LE ROI CACHE ET LA POLITIQUE 'EN CREUX', DE 1977 A NOS JOURS**

### **1. La tentative de remise à niveau et son échec (1977-1982)**

#### *La volonté de normalisation intérieure (1977-78)*

La situation continue cependant de se détériorer sur 1977 : au printemps, les rébellions ethniques (communistes non-compris) se regroupent dans un 'Front Démocratique National' présidé par un Karen, avec peut-être l'intention de dépecer la Birmanie<sup>64</sup> ; en septembre, Ne Win fait l'objet d'une tentative d'assassinat.

---

<sup>61</sup> Pour une lecture non hostile de la Birmanie au début de 1974, LUBEIGT, Guy, *La Birmanie*, Paris, PUF (Que sais-je ? 1620), 1975, 126 p.

<sup>62</sup> C'est peut-être dans ce contexte, avec des implicites allusifs, qu'il convient de lire des travaux scientifiques comme ceux de AYE KYAW, "The institution of kingship in Burma and Thailand", *Journal of the Burma Research Society* 62, 1979, pp. 121-175.

<sup>63</sup> A l'occasion des funérailles de U Thant, ancien secrétaire-général de l'O.N.U., et proche de U Nu ; voir SELTH, Andrew, *Death of a Hero: The U Thant Disturbances in Burma, december 1974*, Nathan, Griffith Univ., Division of Asian and International Studies, Centre for the Study of Australian-Asian Relations, Australia-Asia papers n°49, avril 1989, 32 p.

<sup>64</sup> On retiendra qu'à fin 1977 eut lieu le procès d'Arakanais, d'ethnie Rohingya, accusés d'avoir préparé la sécession de l'Arakan et qu'environ 200.000 Rohingyas s'enfuirent alors au Bangladesh.

Comprenant enfin la gravité de la situation, l'armée s'oriente vers une seconde réforme économique et un changement des équipes au pouvoir. En février-mars 1978, un congrès du B.S.P.P. se voit fixer pour objectif prioritaire la définition de nouvelles directives économiques, et en mars le colonel Aung Maung Kha devient Premier-ministre. Il s'éloigne aussitôt du socialisme et presque immédiatement le P.N.B. entre dans une phase de croissance (de quelque 10% sur 1978 et 1979), si bien qu'il semblerait que la Birmanie puisse enfin envisager de décoller.

### *Le retour des vieux démons (1979-1982)*

Mais ces succès ne sont qu'un feu de paille, et la Birmanie replonge dans ses vieux démons, l'isolationnisme, en quittant en 1979 le mouvement des non alignés dont elle avait été l'un des fondateurs ; et surtout le dirigisme économique, entraînant la décélération de la croissance. C'est dans ce contexte qu'U Nu, âgé de 73 ans, rentre en juillet 1980 à Rangoon. La situation de la Birmanie ne cesse dès lors de se tendre, au plan intérieur (montée en puissance des rébellions ethniques) et au plan international, les Thaïlandais finissant – au moins conjoncturellement – par s'inquiéter de l'agitation de leurs zones frontalières avec la Birmanie<sup>65</sup>.

## **2. Le jeu caché (1983-1989)**

### *L'apparent effacement du général Ne Win (1983-85)*

Pour désamorcer les tensions, Ne Win choisit de démissionner en 1983 de son poste de Président, mais conserve la direction du seul parti politique légal, le *Burma Socialist Programme Party (Lanzin)*. Le général San Yu lui succède à la présidence de la Birmanie. Reste que la croissance devient quasi-nulle en 1983, ce qui s'explique – après une poussée spectaculaire au début des années 1980 due à l'introduction de nouvelles variétés – par la stagnation de la riziculture, et que les tensions augmentent. Le gouvernement ne trouve rien d'autre à mettre en avant que des palliatifs spectaculaires : le général Tin Oo<sup>66</sup>, dauphin présumé de Ne Win, est condamné pour concussion en 1983 à la réclusion perpétuelle.

Mais cette désignation d'un bouc émissaire n'a d'autre effet que d'ordre symbolique : l'insécurité grandit dans les zones 'gouvernementales' (le 24 juillet 1985, un attentat contre un train provoque 61 morts), et surtout des pénuries se creusent, entraînant une inflation sur le marché parallèle que l'État croit traiter par un bricolage monétaire consistant (le 3 novembre 1985) à démonétiser pour la deuxième

---

<sup>65</sup> En particulier des opérations menées par la Shan United Army de Khun Sha : ainsi, en janvier 1982, un commando thaï fond sur Ban-Hin-Taek pour s'emparer de Khun Sa, lequel réussit à s'échapper.

<sup>66</sup> Né en 1928, au sud de Moulmein, le général Tin Oo devient assistant de Ne Win pour les affaires militaires (1974-81), puis secrétaire général adjoint du parti *Lanzin*.

fois la monnaie<sup>67</sup>. De telles mesures, censées à la fois lutter contre le marché noir et la contrebande, et priver la guérilla de son trésor de guerre, sont évidemment sans grand impact, les années 1986-87 voyant la plongée dans la récession (en 1987 le P.N.B. chute de plus de 6%). Les pénuries croissantes entraînant une nouvelle flambée des prix au marché parallèle, le 5 septembre 1987, le gouvernement effectue une troisième démonétisation — cette fois sans aucune compensation<sup>68</sup> — alors même que la Birmanie obtient le privilège douteux d’être classé par l’O.N.U. dans la catégorie des ‘pays les moins avancés’ (P.M.A.).

Les tensions sociales s’accroissent et provoquent des émeutes auxquelles se joignent les étudiants, alors que les rébellions ethniques ne sont toujours pas réglées : si en février 1987, les troupes birmanes reprennent Kiuhek au P.C.B., le 5 juillet, les minorités insurgées s’allient aux maquis communistes.

*Le retour de la composante Aung San, la sortie de Ne Win et le coup d’État de 1988*

Bref, la situation est sans issue et il devient incontournable de prendre des mesures, d’autant que l’agitation repart de plus belle dans les universités et les collèges, lesquels sont fermés par le gouvernement en juin 1988. Devant l’aggravation des troubles, en moins de deux mois, les militaires capitulent les uns après les autres : Ne Win décide d’abord de s’effacer complètement, et le 23 juillet 1988, il démissionne<sup>69</sup>. A son tour, le 12 août, son successeur, le général Sein Lwin, est contraint de démissionner. Il est remplacé à la tête de l’État le 19 août par un prétendu civil, Maung Maung, qui va gouverner à peine plus d’un mois.

Le 18 septembre 1988, les militaires birmans s’emparent à nouveau du pouvoir — cette fois-ci sans fard — au nom d’un *State Law and Order Restoration Council* (S.L.O.R.C.) de 19 membres, qui va aussitôt serrer la vis politique : répression sanglante ; établissement d’un couvre-feu (jusqu’en août 1992) ; et enfin augmentation de moitié des forces armées.

### **3. Le temps du SLORC (1989 à nos jours)**

*Verrouillage politique et libéralisation économique (1989-1990)*

Une fois bien en place, le S.L.O.R.C. décide de manifester sa volonté de changement par un ‘replâtrage’ idéologique, d’autant que la pression politique croît

---

<sup>67</sup> Suppression des billets de banque de 100, 50 et 20 kyats, qui ne seront échangeables contre d’autres coupures qu’à hauteur de 5.000 kyatts (au-delà de cette somme, l’échange sera limité à 50% de la valeur des billets présentés) et pendant une durée limitée à 7 semaines

<sup>68</sup> Les billets de 75, 35 et 25 kyats, qui, cette fois, ne peuvent même plus être échangés.

<sup>69</sup> C’est alors que Newin, devant l’échec de sa tentative de reconstruction royale, divorce de sa seconde épouse, la “princesse Yadanah Nat Mei”, sur les conseils de son astrologue.

avec la création d'un front uni de l'opposition, *National League for Democracy*, N.L.D.<sup>70</sup>, dirigée par Aung San Suu Kyi, fille du héros national Aung San, U Nu et le Général Aung Gyi, fin septembre 1988.

Le gouvernement commence par signer des accords commerciaux avec ses deux premiers partenaires, la R.P. de Chine<sup>71</sup> et la Thaïlande, ceux-là même qui sont les plus engagés dans le commerce frontalier hors douane (août 1988) ; sur cette base, il peut légaliser l'ensemble du trafic frontalier (décembre 1988). Ayant ainsi assuré ses 'arrières' économiques, il renonce (à nouveau) officiellement au socialisme (révocation de la loi de 1965), ce qui se traduit en mars 1989 par l'abandon de la planification à long terme (singulièrement, du plan bi-décennal débuté une décennie plus tôt). Si bien que lorsque le 25 juillet 1989, les États-Unis demandent des sanctions à l'A.S.E.A.N., les militaires au pouvoir en Thaïlande préfèrent un "engagement constructif", et ceci sans états d'âme puisque le *S.L.O.R.C.* a restauré une façade institutionnelle lui permettant en prime de boucler ses opposants : le 20 juillet 1989, Aung San Suu Kyi, principale figure de l'opposition, est mise en résidence surveillée ; et le 29 décembre U Nu est emprisonné<sup>72</sup>.

Parallèlement, en cette même année 1989, le *S.L.O.R.C.* s'était lancé à son tour dans une grande opération d'affirmation culturelle et identitaire : le 18 juin la Birmanie redevient le Myanmar et Rangoon, Yangoon ; et parmi les mesures d'accompagnement est décidée la reconstruction du *Mya Nan San Kyaw* (le Palais Royal) de Mandalay<sup>73</sup> (qui avait été réduit en cendre à la mi-Mars 1945 par les bombardements alliés lors de la reprise de la ville sur les Japonais<sup>74</sup>).

Il n'empêche que les élections du 27 mai 1990 sont remportées par la *National League for Democracy (N.L.D.)* d'Aung San Suu Kyi – avec une écrasante majorité (392 sièges sur 485) –, et que la ligue, soutenue en particulier par le clergé bouddhique, réclame non seulement la tenue d'une Assemblée constituante, mais le retrait du *S.L.O.R.C.* Qui plus est, les mouvements 'birman' en faveur d'une démocratisation reçoivent l'appui des mouvements politiques ethniques<sup>75</sup>, autour

<sup>70</sup> Front qui se scindera deux mois plus tard en deux mouvements, le N.L.D., dirigé par Aung San Suu Kyi, et l'*Union National Democracy Party*, dirigé par le général Aung Gyi.

<sup>71</sup> La R.P.C. arrête alors non seulement de soutenir la rébellion communiste, mais elle commence à vendre des armes au gouvernement birman (1 à 1,5 milliard \$ d'armements seront vendus en 1990).

<sup>72</sup> Jusqu'en avril 1992.

<sup>73</sup> TAW SEIN KO, *The Mandalay Palace*, Archeological Survey of India, Annual Report for 1902-1903, pp. 95-102, Delhi/Calcutta [BN : Fol. Nt 2838 (1901-1903)] ; DUROISELLE, Charles, *Guide to the Mandalay Palace*, Calcutta, Government of India, 1931, 59 p. ; *The Mandalay Palace*, Rangoon University Press, Faculty of Social Sciences Building, University Estate, Rangoon, 1963, 34 p. [CeDRASEMI : ASE 4605] ; O'CONNOR, Vincent C.S., *Mandalay, and other Cities of the Past in Burma*, Londres, Hutchinson & Co, 1907, 435 p., 235 ill., 8 ill. coul., 6 plans.

<sup>74</sup> P. 230 de FOUCAR, E.C.V., *Mandalay the Golden*, London, Dennis Dobson, 1963, 240 p.

<sup>75</sup> Par opposition aux guérillas.

d'un projet d'État réellement fédéral. Devant l'ampleur de la contestation, le *S.L.O.R.C.* effectue un second 'coup d'État' militaire, empêche l'Assemblée de siéger, emprisonne progressivement les opposants et gouverne par décrets. La répression est telle que, si en décembre 1990, une partie des parlementaires élus forment un 'gouvernement national de coalition' qui se réfugie dans une zone karen tenue par le cousin germain de Aung San Suu Kyi, Sein Win. Mais, indice d'une complexité de la situation plus grande qu'on ne l'imagine, les quelques membres du *N.L.D.* restés dans la capitale, les excluent du parti.

#### *L'épreuve de force internationale (1991-1992)*

La situation ainsi reprise en main, le *S.L.O.R.C.* continue sa politique de concessions tactiques (il rouvre en mai 1991 les universités), tout en maniant la trique contre les minorités (250.000 musulmans sont ainsi chassés de l'Arakan). En synchronie, il renforce les liens avec la principale puissance diplomatique de la zone, la R.P.C., avec le voyage en août 1991 du Président, le général Saw Maung, qui signe plusieurs accords de coopération ; partant, dès 1991, 23% des importations officielles birmanes viennent de Chine. Ayant ainsi consolidé ses bases régionales, le général Aung Ye Kyaw peut déclarer le 8 septembre 1991 à Mandalay que le transfert du pouvoir à une administration civile pourrait prendre de 5 à 10 ans.

Les opinions publiques occidentales n'approuvent évidemment pas une telle éviction de la démocratie, ce qu'elles explicitent par l'octroi – fortement médiatisé – en septembre 1991 du prix Nobel de la paix à Aung San Suu Kyi, toujours en résidence surveillée (ce qui est surtout l'occasion de manifestations de rues à Rangoon suivie d'une fermeture des Universités), et, plus gravement, par la condamnation répétée de la Birmanie par les instances internationales : en décembre 1991, par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, et en février-mars 1992, par la Commission des droits de l'homme de Genève.

A l'inverse, les pays d'Asie orientale ne suivent pas ces mots d'ordre, et quand, en janvier 1992, le Président américain Bush souhaite des sanctions contre les généraux birmans, il découvre que l'A.S.E.A.N. et même la Thaïlande (laquelle se retrouve pourtant en première ligne, avec des dizaines de milliers de réfugiés sur son sol, etc.) ne leur sont pas hostiles. Quant à l'incontournable allié japonais des États-Unis, il ne sanctionne la Birmanie que du bout des lèvres, puisque, dès 1992, il y envoie des missions officieuses et se débrouille pour maintenir – discrètement – son aide au développement.

#### *Le réaménagement du S.L.O.R.C. (1992)*

Comme l'aide publique au développement des pays occidentaux est virtuellement suspendue, et que la Birmanie en a besoin, le *S.L.O.R.C.* tente pourtant en 1992 de modifier son image de marque. Le 23 avril 1992, le général Président Saw Maung, est remplacé par son adjoint, le général Than Shwe, censé partisan d'une approche plus

conciliante des problèmes (alors même que la position du Major-Général Khin Nyunt, chef des services de renseignement, est renforcée). Et surtout, la junte tente de se concilier une partie des forces d'opposition. Elle met en place une politique d'ouverture aux minorités, en passant un accord avec le Bangladesh sur le rapatriement des Rohingyas<sup>76</sup>, et en suspendant les opérations contre les Karen. En synchronie, elle libère une partie des prisonniers politiques pour entamer le 23 juin 1992 des pourparlers avec des représentants des autres forces politiques en vue de la préparation d'une nouvelle constitution, le tout autorisant le 24 août 1992 la réouverture des universités et le 11 septembre la levée du couvre-feu en vigueur depuis septembre 1988.

Fort de ce semblant de normalisation, la Birmanie rejoint le mouvement des non alignés, dont elle avait été un des fondateurs et qu'elle avait quitté en 1979, lors du sommet de Jakarta. Reste à savoir si elle réussira enfin à surmonter son principal défi : la modernisation économique.

---

<sup>76</sup> A ceci près que, devant le refus par les Birmans d'accepter le contrôle du Haut Commissariat de l'O.N.U. aux réfugiés (H.C.R.), presque aucun ne revient en Birmanie.

## APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE COMPLEMENTAIRE

### 1. GENERALITES SUR LA POLITIQUE BIRMANE

- CADY, John, F. *A History of modern Burma*, Ithaca, Cornell UP, 1958, 682 p.
- MYA SEIN, Daw, *The administration of Burma* ; rééd. de 1935, avec introd. de Josef SILVERSTEIN, Kuala Lumpur ; New York, Oxford U.P., 1973, 186 p.
- TAYLOR, Robert H. *The State in Burma*, Londres, C. Hurst & Company, 1987, 395 p. [remonte avant la période coloniale]
- TRAGER, Frank, *Burma, from Kingdom to Republic*, Londres, Pall Mall Press, 1966, 455 p.

### 2. LA BIRMANIE ET LES BRITANNIQUES

- AUNG SAN SUU KYI, *Burma and India : some aspects of intellectual life under colonialism*, New Delhi, Indian Institute of Advanced Study, 1990, 84 p.
- BURGHARD, Georges, *La Birmanie et les procédés de la colonisation anglaise*. Paris, A. Chevalier-Maresq, 1902.
- DAUTREMER, Joseph, *Une colonie modèle, la Birmanie sous le régime britannique*, Paris, Guilmoto, 1912, 300 p.
- HARVEY, G.E., *British rule in Burma, 1824-1942*, Londres, Faber and Faber, 1946, 100 p.
- KHIN YI, *The Dobama movement in Burma*, Ithaca, N.Y., Southeast Asia Program series, Cornell University, 1988, vol. 1, [I] 1930-1938, vol. 2 [II] Appendix, 140 p.
- MOSCOTTI, Albert, D. *British policy in Burma, 1917-1937, a study in the development of colonial self-rule*, Honolulu, Asian studies at Hawaii n°11, Hawaii UP, 1974, 264 p.
- SYMES, Michael. *Journal of his Second Embassy to the Court of Ava in 1802*, (ed. by HALL, D.G.E.), Londres, George Allen & Unwin, 1955, 270 p.

### 3. LES FONDATIONS DE LA BIRMANIE CONTEMPORAINE

#### 1. La période de la seconde guerre mondiale

- AUNG SAN SUU KYI, *Aung San of Burma : a biographical portrait by his daughter*, University of Queensland Press, 1984, 66 p.
- CALLAHAN, Raymond, *Burma 1942-1945*, London, Davis-Poynter, 1978, 190 p.
- COLLIS, Maurice, *Last and first in Burma (1941-1948)*, Londres, Faber and Faber, 1956, 303 p.
- U MAUNG MAUNG, *Burmese nationalist movements, 1940-1948*, Edinburgh, Kiscadale, 1989, 395 p.

U NU, *Burma under the Japanese, pictures and portraits*, ed. & trans. with introd. by J. S. FURNIVALL, London, Macmillan ; New York, St. Martin's Press, 1954, 132 p.  
WOODMAN, Dorothy, *The Making of Burma*, Londres, Cresset Press, 1962, 594 p.

## **2. Le communisme birman**

TAYLOR, Robert H. & THEIN PE MYINT, *Marxism and resistance in Burma 1942-1945*, Athens, Ohio U.P., Southeast Asia translation series ; vol. 4, 1984, 326 p.

## **4. LA BIRMANIE DEPUIS L'INDEPENDANCE**

### **1. Politique**

#### *Armée*

GYI, Maung Maung, *Burmese political values : the socio-political roots of authoritarianism*, New York, Praeger Publishers, 1983, 274 p.

LEHMAN, Frederick K. *Military rule in Burma since 1962*, Singapour, Maruzen Asia, 1981, 83 p.

SILVERSTEIN, Josef, *Burma, military rule and the politics of stagnation*, Ithaca and Londres, Cornell University Press, 1977, 224 p.

YAWNGHWE, Chao Tzang, *Ne Win's Tatmadaw Dictatorship*, MA thesis, University of British Columbia, Vancouver, avril 1990, 223 p. [par un Shan]

#### ***Le mouvement de 1988 et le S.L.O.R.C.***

AUNG SAN Suu Kyi, *Se libérer de la peur*, textes rassemblés par Michael ARIS ; préf. de François MITTERRAND et Vaclav HAVEL, Paris, Ed. des Femmes, 1991, 219 p.

LINTNER, Bertil, *Outrage : Burma's struggle for democracy*, Londres, White Lotus UK, 1990, 208 p.

STEINBERG, David I., *The future of Burma : crisis and choice in Myanmar*, Lanham, University Press of America & New York, The Asia Society, 1990, 100 p.

STEINBERG, David, "Myanmar 1991 : military intransigence", *Southeast Asian Affairs*, 1992, p. 221-253.

TAYLOR, Robert, "Myanmar 90 : new era or old", *Southeast Asian Affairs*, 1991, pp. 199-219.

#### ***Unité et socialisme***

FURNIVALL, J.S., *The governance of modern Burma*, New York, International Secretariat, Institute of Pacific Relations, 1958, 132 p.

SARKISYANZ, E., "Buddhist Backgrounds of Burmese socialism", pp. 87-99 de Bardwell L. SMITH (éd.), *Religion and legitimation of power in Thailand, Laos, and Burma*. Chambersburg (Pennsylvania), Anima Books (South and Southeast Asia Studies), 1978, 231 p.

SHWE LU MAUNG, *Burma : nationalism and ideology*, Dhaka, Dhaka University Press, 1989, 117 p.

SILVERSTEIN, Josef, *Burmese politics : the dilemma of national unity*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1980, 263 p.

STEINBERG, David I., *Burma, a socialist nation of Southeast Asia*, Boulder, Westview Press, 1982, 150 p.

## **2. Economie**

### ***1. Depuis l'indépendance***

MAUNG Mya, *The Burma road to poverty*, New York, Praeger, 1991, 333 p.

SELL, Axel, *Economic structure and development of Burma*, Bremen, Fachbereich Wirtschaftswissenschaft der Universität Bremen, Berichte aus dem Weltwirtschaftlichen Colloquium der Universität Bremen n°5, 1985, 39 p.

### ***2. Vers l'économie de marché ?***

MYA THAN & TAN Joseph L.H. eds., *Myanmar dilemmas and options, the challenge of economic transition in the 1990*, Singapour, ISEAS, 1990, 288 p.

STEINBERG, David, *Burma's road towards development : growth and ideology under military rule*, Boulder, Westview Press, 1981, 233 p.

STEINBERG, David I., *Crisis in Burma ; stasis and change in a political economy in turmoil*, Bangkok. Institute of Security and International Studies, Chulalongkorn University, paper n°5, 1989, 83 p.

WALINSKY, L.J. *Economic Development in Burma 1951-1960*, New York, Twentieth Century Fund, 1962, 680 p.